

Par où commencer ?

Pour l'Unsa-éducation, les conditions de la méfiance sont de fait réunies.

Ce gouvernement est en passe de rater l'essentiel en éducation : l'adhésion des enseignants pourtant toujours prêts à se mobiliser pour la réussite de leurs élèves.

Notre ministre entend garder le cap. Cela ne l'exonère pas de prendre soin de ses personnels et de leur demander leur avis. Tout cela pour une mise en œuvre immédiate en dépit du travail de planification et de conception déjà élaboré. Les collègues désespèrent de ces changements incessants, des injonctions à faire autrement et de la petite musique qui dit que ce qu'ils faisaient juste avant n'était pas sérieux. Si au moins ces perpétuels changements étaient synonymes d'avancées pour les élèves et leurs professeurs...

Mais ces derniers ont entendu cet été:

- Que leur pouvoir d'achat se développerait grâce aux heures supplémentaires.
- Qu'il était nécessaire d'introduire une part de mérite dans leur rémunération avec une part indemnitaire variable, dans une logique libérale qui vient heurter la conception u'à l'Unsa nous avons de notre métier.

On demande toujours plus avec toujours moins de moyens

Sans oublier les inquiétudes des enseignants, comme tous les fonctionnaires, sur la future réforme des retraites. L'annonce des suppressions de postes dans le second degré amplifie la colère dans notre profession. Faire mieux et plus, avec moins. Cela n'est pas compatible avec l'ambition d'un enseignement de qualité, avec des conditions de travail adaptées.

Le SE-Unsa tire à nouveau la sonnette d'alarme concernant les conditions d'exercice des directrices et directeurs d'école. Depuis 2006 et la signature du protocole Direction signé par le SE-Unsa, le régime de décharge et la rémunération ont progressé. Mais la charge de travail a aussi progressé et les conditions se sont largement dégradées. Il est temps qu'une vraie réflexion se mette en place et qu'elle soit concertée.

En attendant l'Unsa-éducation insiste sur leurs conditions de travail qui se dégradent un peu plus chaque jour jusqu'à mettre en péril parfois la santé même de personnels dévoués à leur fonction. Demandes répétées et en doublons IEN et mairie, concernant les PPMS, la mise à contribution de l'accueil des PES, des contractuels, la gestion de l'absentéisme des enseignants, les enquêtes, la gestion des évaluations... les exemples sont nombreux, les exigences très variables d'une circonscription à l'autre...Mais au final, l'allègement des tâches est un mirage administratif.

Concernant les évaluations CP/CE1 Au-delà du contenu et de la passation des évaluations, il s'avère que la saisie informatique est très chronophage, les dysfonctionnements de l'application sont très nombreux.

Les remontées que nous avons de la part des écoles font état de temps de saisie de 20 à 40 minutes par livret. A multiplier par le nombre d'élèves et le nombre de livrets on atteint rapidement plus de 30 heures de saisie. Au niveau national, le SE-Unsa a questionné le ministère. En attendant, dans les écoles les enseignants souffrent des à peu-près informatiques du ministère qui veut faire vite, très vite, trop vite.

La mobilité géographique : L'inscription d'un dossier à un agenda social suppose une meilleure prise en compte des personnels, de leurs aspirations, de leurs besoins. Au final c'est plus que décevant. Les enseignants du premier degré du département, notamment, souffre de cette quasi absence de mobilité.

L'Unsa-éducation déplore Le peu de considération de l'administration envers les enseignants soumis à de multiples conflits avec les parents parfois les municipalités avec la hiérarchie, avec leurs pairs.



Le manque de personnel qui entraîne grincements et conflits entre membres du rased et enseignants. Le temps de travail officiel devient extensible sans limite sur le temps personnel.

Quand se rencontrer ? A qui demander de l'aide quand les rased se réduisent parfois à peau de chagrin.

Le manque de bienveillance envers les nouveaux enseignants est ressenti par beaucoup d'entre eux.

Non réponse ou réponse tardive de l'administration à leur demande.

Imprécision quant à leur nomination en début d'année. Et que dire des brigades qui pour certains sont restés un mois à la rentrée dans leur école de rattachement ou envoyés en remplacement un jour par-ci un jour par-là à sillonner l'ensemble du département et s'entendre dire parfois qu'ils se sont déplacés pour rien sans avoir été avertis préalablement.

Parallèlement notre administration affirmait qu'il en manquait en ce début d'année. Qu'a-t-elle fait pour pallier les manques ?

Appel aux contractuels. Personnel sans formation et remplacés parfois en cas d'absence par des brigades !!

Les jeunes enseignants issus de la formation ne comprennent pas bien ce manque de considération.

Ne faudrait pas plutôt accompagner, être un peu plus à l'écoute de leur demande et ne pas attendre qu'ils s'arrêtent pour prendre ne considération leur mal-être?

Comment expliquer que le manque d'organisation de notre administration met à mal l'ensemble du personnel enseignant dès le début de carrière.

Le métier d'enseignant se transforme. De plus en plus de tâches chronophages, l'enseignant devient peu à peu un adjoint administratif. Or sa mission première n'est-elle pas d'enseigner dans un climat serein, avec des classes moins chargées, des programmes adaptés qui ne changent pas sans cesse avec la confiance de sa hiérarchie loin de la suspicion qui est de mise.

Les exigences, le temps de travail, les pressions ne cessent d'augmenter.

Les salaires eux non. Nous sommes loin de la revalorisation salariale prévue.

Tout ceci contribue au mal être d'une profession socialement déconsidérée dont la grande majorité des agents ont à cœur d'accomplir consciencieusement en investissant plus que le temps pour lequel ils sont rémunérés.

Stress, burnout, maladie, mal-être . La médecine du travail quasi inexistante ne peut prendre en charge sérieusement les agents.

La visite médicale annuelle est-elle enfin à l'ordre du jour ?

L'Unsa-éducation déplore La dégradation des conditions de travail, les conditions d'exercice de plus en plus difficiles.

Merci de votre écoute.